

## Prolifération et port d'armes illégal en Thaïlande : entre application déficitaire et régimes d'exception

Anne Xuan Nguyen



5 mars 2025



Photo de couverture : DE VOLDER Linda, Armes à feu dans la zone frontalière entre la Thaïlande et le Myanmar, [Flickr](#), licence CC BY-NC-ND 2.0.

\*\*\*

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)  
X/Twitter : [@grip\\_org](#) – Facebook : GRIP.1979

## Prolifération et port d'armes illégal en Thaïlande : entre application déficitaire et régimes d'exception

### Résumé

En Asie du Sud-Est, la Thaïlande se distingue comme l'un des pays ayant les taux les plus élevés de détention d'armes à feu chez sa population civile, ainsi que le deuxième plus grand nombre de décès par arme à feu. Avec 10 millions d'armes de poing et d'épaules en circulation, dont 4 millions de manière clandestine, le royaume connaît une situation de prolifération insolite, qu'il s'agit d'interroger dans cette note. À quoi cette situation est-elle due ? Comment expliquer que plus d'un tiers des armes à feu soit détenu illégalement, alors que la législation thaïlandaise sur le port d'armes par les civils est stricte ? Cette note avance que le problème est multifactoriel. Dans un premier temps, il sera question de comprendre l'influence de la culture des armes en Thaïlande sur leur désirabilité auprès du public. La seconde partie sera consacrée aux raisons géopolitiques et institutionnelles de la prolifération. Ces facteurs sont l'instabilité sécuritaire des États voisins et les conflits séparatistes dans le sud du pays, qui facilitent les trafics d'armements transfrontaliers en Thaïlande. Il convient également de mentionner la corruption dans les agences de contrôle et le manque de centralisation des données sur les armes à feu, qui compliquent l'application des lois sur le port d'armes. Enfin, le but sera de comprendre en quoi le *gun welfare*, un programme d'acquisition destiné aux forces de l'ordre et aux fonctionnaires d'État, entraîne une faille majeure dans le contrôle des armes, contribuant ainsi à la prolifération des armes légères et de petit calibre dans le royaume.

---

### Proliferation and illegal carrying of weapons in Thailand – between poor enforcement and exceptional regimes

### Abstract

In Southeast Asia, Thailand stands out as one of the countries with the highest rates of firearm ownership among its civilian population, as well as the second highest number of firearm-related deaths. With 10 million guns in circulation, 4 million of them clandestinely, the kingdom is facing an unusual situation of proliferation, which this note will question. What is this situation due to? How can we explain the fact that more than a third of all firearms are held illegally, despite Thailand's strict legislation on the carrying of weapons by civilians? This paper argues that the problem is multifactorial. The first part focuses on the influence of Thailand's gun culture on their desirability to the public. The second part will focus on the geopolitical and institutional reasons for proliferation. These include the precarious security situation of neighboring states and separatist conflicts in the south of the country, which facilitate cross-border arms trafficking into Thailand. Other factors include corruption in control agencies and the lack of centralized

data on firearms, which complicate the enforcement of gun laws. Finally, the aim will be to understand how the *gun welfare* policy, an acquisition program for law enforcement and state officials, is a major weakness in arms control, contributing to the proliferation of small arms and light weapons in the kingdom.

## L'autrice

**Anne Xuan Nguyen** est chargée de recherche au sein du GRIP. Elle est détentrice d'un Master en Relations internationales – sécurité, paix et conflits à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'un Doctorat en sciences politiques de l'ULB. Ses domaines d'expertise sont les études de paix, les problématiques post-conflit et les questions environnementales liées à la conduite de la guerre.

## Pour citer cette publication

NGUYEN Anne Xuan, « Prolifération et port d'armes illégal en Thaïlande – entre application déficitaire et régimes d'exception », *Note d'Analyse du GRIP*, 5 mars 2025.

## Introduction

Le 6 octobre 2022, dans le district de Na Klang de la province de Nong Bua Lamphu (nord de la Thaïlande), un homme muni d'une arme blanche et d'un pistolet semi-automatique *Sig Sauer P365* fait irruption dans une crèche, et tue 25 personnes. Dans sa fuite, il tire à bout portant sur une dizaine de passant·e·s. Une fois revenu à son domicile, il abat sa compagne et leurs deux fils, avant de mettre fin à ses jours. En moins d'une demi-heure, Panya Khamrab, ancien policier, fait 38 victimes, dont une majorité d'enfants<sup>1</sup>. Cette tuerie - la pire qu'a connue la Thaïlande choque profondément la population. À la suite de son enquête, la police thaïlandaise révèle que le responsable présumé avait obtenu son arme de façon légale. Le meurtrier avait été renvoyé des forces de l'ordre en juin 2022 pour des problèmes de consommation de stupéfiants<sup>2</sup>. Cette récente fusillade de masse, en plus d'autres événements similaires<sup>3</sup>, met en évidence la récurrence des violences mortelles par armes à feu en Thaïlande et l'inefficacité des réglementations sur le port d'armes de poing.

Au-delà de ce seul événement, les médias et la société civile questionnent le taux élevé de mortalité par les armes de poing dans le royaume : la Thaïlande se classe en deuxième position en Asie du Sud-est en la matière, après les Philippines. Des voix issues de la presse et de la recherche<sup>4</sup> mettent en cause la désuétude des réglementations et les défaillances dans l'application de ces dernières, dans un contexte de forte possession des armes à feu par la population civile. En effet, 15 % des citoyen·ne·s du thaïlandais·e·s ont une ou plusieurs armes, selon Small Arms Survey. Sur les 10 millions d'armes sur le territoire thaïlandais, seules 6 millions sont détenues de manière licite<sup>5</sup>.

Dans ce contexte, et alors, qu'en théorie, la loi thaïlandaise sur le port et la détention d'armes à feu est stricte, et soumet les propriétaires à des contrôles rigoureux, on ne peut que questionner les failles ayant rendu possible une telle tragédie. Il s'agit donc, dans cette note d'analyse, de comprendre les angles morts du contrôle de la détention d'armes à feu par la population civile en Thaïlande et les insuffisances génèrent une situation inédite de prolifération d'armes légères et de petit calibre.

---

<sup>1</sup> VEJPONGSA Tassanee, « [Former police officer attacks Thai day care center, kills at least 36](#) », *PBS News*, 6 octobre 2022.

<sup>2</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports and Fuels Violence Around the World](#) », *Bloomberg*, 23 juillet 2023.

<sup>3</sup> KURLANTZICK Joshua, « [Thailand's Spiraling Gun Violence and the Need for Solutions](#) », *Council on Foreign Relations*, 9 octobre 2023.

<sup>4</sup> ZSOMBOR Peter, « [One Year After Nursery Massacre, Thailand Waiting for Gun Reform](#) », *VoA News*, 9 octobre 2023 ; SUMANO Boonwara, « [Let's talk about gun control in Thailand](#) », *Bangkok Post*, 12 octobre 2022 ; WONG May et YANG Calvin, « [Thai nursery massacre: Ease of getting a gun permit reflects lax firearms laws, say critics](#) », *Chanel News Asia*, 21 octobre 2022.

<sup>5</sup> « [Global Firearms Holdings](#) », *Small Arms Survey*, base de données consultée le 21 février 2025.

Le texte procède en trois temps. Dans le premier, il appréhende la forte désirabilité culturelle des armes dans le royaume (1). Dans un second temps, il montre comment le contexte général de trafic et de corruption mène à d'importants manquements dans l'application du règlement sur le port d'armes (2). Dans un troisième et ultime temps, le texte analyse comment le programme des *welfare guns* permet un contournement des lois, et nourrit le marché noir des armes en Thaïlande (3).

## 1. Une culture thaïlandaise du port des armes

Selon le chercheur Michael Picard (anciennement affilié à Guns Policy, actuellement au Halo Trust), il existe une culture des armes singulière en Thaïlande<sup>6</sup>. Malgré la présence de voix dissidentes, la détention d'armes à feu est vue comme l'expression d'un statut social élevé, car elle est associée au pouvoir des militaires dans la politique et l'économie du pays<sup>7</sup>. Le professeur de Relations internationales Paul Chambers explique à cet égard que « La Thaïlande ayant connu 14 coups d'État depuis 1932, l'armée et la police sont omniprésentes. Leurs armes à feu aussi »<sup>8</sup>. Les armes de poing et d'épaule, symboles martiaux par excellence, sont perçues comme un apanage du pouvoir, ce qui explique en partie leur désirabilité. Leur détention ouverte par les élites construit cet attrait<sup>9</sup>. Beaucoup d'acheteur·euse·s potentiel·le·s cherchent donc à s'en procurer en outrepassant les lois.

Une brève analyse de la presse montre le caractère systémique de cette attirance pour les armes à tout âge de la vie<sup>10</sup>. Par exemple, lors de la journée nationale des Enfants, ces dernier·ère·s sont invité·e·s à visiter des bases militaires, sur lesquelles l'occasion leur est donnée de manipuler diverses armes à feu, en plus de se familiariser avec des armements lourds acquis par le ministère de la Défense<sup>11</sup>. Michael Picard explique que, du côté des adultes, la fréquentation des nombreux clubs de tirs est un hobby répandu<sup>12</sup>. Les répliques et armes de cinéma, particulièrement populaires chez les jeunes, sont

---

<sup>6</sup> Le Petit Journal Bangkok et Reuters, « [La culture des armes à feu en Thaïlande pose question](#) », *Le Petit Journal*, 5 septembre 2023. PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>7</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>8</sup> Le Petit Journal Bangkok et Reuters, « [La culture des armes à feu en Thaïlande pose question](#) », *loc. cit.* ; CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws Did Not Keep Thailand Safe](#) », *New York Times*, 9 octobre 2022 ; PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>9</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.* ; PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>10</sup> DOMINGUEZ Gabriel, « [Thailand's fervent gun culture](#) », *Deutsche Welle*, 19 février 2016 ; « [Kids celebrate Children's Day 2023](#) », *Bangkok Post*, 14 janvier 2023.

<sup>11</sup> « [Kids celebrate Children's Day 2023](#) », *loc. cit.*

<sup>12</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

faciles à se procurer en ligne<sup>13</sup>. Leur possession est pourtant interdite par la législation thaïlandaise sur le port d'armes. Ce type de produit fait d'ailleurs l'objet d'une surveillance accrue depuis la fusillade du Siam Paragon d'octobre 2023, pendant laquelle un adolescent de 14 ans tue deux personnes et en blesse cinq autres. Son arme, un pistolet à blanc, avait été modifiée à l'aide de tutoriels en ligne et pouvait tirer des balles réelles<sup>14</sup>. Suite à cet évènement, le vice-premier ministre thaïlandais Anutin Charnvirakul a déclaré le resserrement des contrôles sur les armes et les imitations. Il a notamment plaidé pour que les licences de port d'armes incluent la détention de pistolets et fusils d'imitation modifiables, et appelé à un renforcement des contrôles en matière de santé mentale en vue de l'obtention des permis<sup>15</sup>.

La culture des armes thaïlandaise est également liée à une perception de grande insécurité causée par des groupes criminels, contre lesquels il s'agit de se prémunir. Les forces de l'ordre étant jugées peu fiables, les personnes s'arment en invoquant l'autodéfense et la nécessité de protéger leurs biens<sup>16</sup>. Pourtant, les statistiques sur le nombre de décès par balles remettent en question la validité de cette logique. Comme mentionné précédemment, la Thaïlande connaît une mortalité par balle élevée comparativement aux autres pays de la région tout en étant aussi une société plus armée<sup>17</sup>. La détention d'armes de poing et d'épaule ne coïncide par conséquent pas avec plus de sécurité. En réalité, de nombreuses disputes interpersonnelles peuvent rapidement dégénérer dès lors que les armes sont brandies<sup>18</sup>. Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux thaïlandais montrent une utilisation banalisée des armes à feu : des agressions routières aux heures de pointe, en passant par le harcèlement sexuel, des armes sont exhibées en plein jour<sup>19</sup>. Ces différends connaissent parfois des issues dramatiques — lorsqu'éclatent des échanges de tirs. Se référant à ce type de scènes, l'homme d'affaires et politicien Chuwit Kamolvisit a déploré en 2012 que la Thaïlande

---

<sup>13</sup> « [Rise of the Underground SE Asia Homemade Gun Industry](#) », *Asia Pacific Security Magazine*, 12 octobre 2023.

<sup>14</sup> « [Imitation guns modified to fire real bullets a cause for concern following Bangkok's Siam Paragon shooting](#) », *The Strait Times*, 6 octobre 2023.

<sup>15</sup> WALKER Tommy, « [Thailand: How will Bangkok shooting change gun laws?](#) », *Deutsche Welle*, 10 octobre 2023 ; PROMCHERTCHOO Pichayada, « [Siam Paragon shooting casts spotlight on Thai youths' mental health, sparks calls for tighter gun control](#) », *Channel News Asia*, 9 octobre 2023.

<sup>16</sup> TAN Tam Mei, « ['Natural to own gun for protection': Why Thais don't fear guns despite mass shooting incidents](#) », *The Straits Times*, 22 octobre 2023.

<sup>17</sup> « [Global Firearms Holdings](#) », *Small Arms Survey*, base de données consultée le 21 février 2025.

<sup>18</sup> LEFEVRE Amy Sawitta, « [Friendly Thailand stares down the barrel of rising gun crime](#) », *Reuters*, 22 octobre 2012.

<sup>19</sup> « [Cabbie shot dead in road rage](#) », *Bangkok Post*, 11 mai 2021. CAVE Damien, SUHARTONO Muktitia et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

soit devenue « un western où à n'importe quel moment, quelqu'un peut dégainer une arme ». Cependant, il admettait en posséder trois à titre personnel<sup>20</sup>.

Le taux de détention d'armes à feu par les civils en Thaïlande s'explique aussi par une forte demande qui est en partie satisfaite par un marché légal florissant. Dans le centre de Bangkok, par exemple, plusieurs centaines d'armuriers sont installés dans le quartier de Wang Burapha, aussi connu sous la désignation de « district des armes »<sup>21</sup>. Toutefois, le prix élevé de ces armes légales pousse régulièrement les citoyens à acquérir leurs produits sur le marché noir, notamment en achetant des contrefaçons locales, les *Thai Pradit*.

## 2. Une loi sur le port d'arme stricte, face à une application lacunaire

Malgré une régulation stricte sur papier, l'exécution de la loi thaïlandaise sur le port des armes est ainsi contrariée par des problèmes allant de la corruption à l'absence de registres centralisés, comme expliqué dans la section suivante.

Le port des armes en Thaïlande par les civils est autorisé depuis 1752. La dernière régulation en date, la *Loi sur les armes à feu, les munitions, les explosifs, les feux d'artifice et équivalents d'armes à feu* de 1947, est à ce jour le code légal principal pour la détention d'armes dans le pays<sup>22</sup>. À cela s'ajoutent 35 lois organiques<sup>23</sup>. Les règles édictées sont strictes : les civils ne peuvent pas posséder d'armes automatiques, et le nombre d'armes et de munitions détenues par une seule personne est limité. De plus, les aspirant-e-s au port de l'arme à feu doivent se soumettre à un contrôle judiciaire en amont, et en expliquer l'usage précis — la chasse, la protection individuelle, ou le tir sportif. Si leur demande est validée par le ministère de l'Intérieur, ils et elles doivent payer, en plus du prix d'achat, une taxe d'importation de 40 %. La détention illégale est passible d'une amende minimale de 20 000 THB (environ 570 EUR) et/ou d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans<sup>24</sup>.

À titre de comparaison, le texte de loi est aussi ferme que les législations d'États voisins avec un taux de détention civile des armes très faible, explique Michael Picard<sup>25</sup>. Par

---

<sup>20</sup> LEFEVRE Amy Sawitta, « [Friendly Thailand stares down the barrel](#) », *loc. cit.* ; CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

<sup>21</sup> WONG May et YANG Calvin, « [Thai nursery massacre](#) », *loc. cit.* ; RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>22</sup> SURYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand: District Chief and Police Perspectives](#) », *International Journal of Crime, Law and Social Issues*, vol. 5, n° 1, p. 12-26.

<sup>23</sup> SUMANO Boonwara, « [Let's talk about gun control](#) », *loc. cit.*

<sup>24</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

<sup>25</sup> *Ibid.*



exemple, seuls 4,4 % de la population civile possèderaient des armes à feu au Cambodge. En Malaisie, ce chiffre s'élève à 0,7 %. Pour rappel, plus de 15 % des citoyens thaïlandais détiennent une ou plusieurs armes à feu. Avec plus de 10 millions de pièces en circulation dans le pays, dont plus de 4 millions non enregistrées<sup>26</sup>, la Thaïlande est en proie à un problème de prolifération d'armes à feu illégales.

Alors qu'un coût élevé, des taxes conséquentes et la dureté de la loi auraient pu représenter des obstacles à la prolifération, une dynamique duale de trafics et de corruption (2.1) a mené à une application lacunaire de la juridiction sur le port d'armes civil. À cela s'ajoute l'absence d'un registre centralisé des détenteurs et détentrices (2.2).

## 2.1. Un environnement propice aux trafics d'armements

La Thaïlande est le théâtre de nombreux trafics, tant internes que transfrontaliers. En interne, le commerce illégal au sein du royaume, conjugué à une forte corruption des institutions chargées du contrôle des armements, a généré une situation inédite de prolifération. À ceci s'ajoute un contexte régional marqué par l'instabilité et une géographie contribuant à faciliter les trafics illicites.

La géographie thaïlandaise fait du pays une zone de passage privilégiée sur les routes de contrebande en Asie du Sud-Est. En effet, les frontières du royaume sont difficiles à contrôler. La frontière du nord, avec le Myanmar et le Laos, est montagneuse ; celle du sud, avec la Malaisie et le Cambodge, est caractérisée par une forêt dense. La surveillance des transits est donc ardue<sup>27</sup>. Cette situation facilite les déplacements de réseaux des trafics. Ces éléments, ainsi que la localisation de la Thaïlande à la jointure entre le nord-est et le sud-est de l'Asie, font d'elle une zone d'origine, de passage, de destination de marchandises illégales. Que ce soit la traite des personnes<sup>28</sup>, le marché de la drogue<sup>29</sup>, des animaux sauvages ou encore celui des contrefaçons, ces trafics encouragent la prolifération des armes<sup>30</sup>. En effet, ces dernières constituent tant des biens commerciaux que des outils de protection pour les personnes impliquées dans les activités illicites<sup>31</sup>. Michael Picard soulignait à cet effet que les réseaux de narcotrafics étaient dans de nombreux cas parties prenantes dans la vente des armes<sup>32</sup>.

---

<sup>26</sup> « [Global Firearms Holdings](#) », *Small Arms Survey*, base de données consultée le 21 février 2025.

<sup>27</sup> « [Migrant smuggling in Southeast Asia](#) », *UNODC Observatory on smuggling of migrants*, 2024.

<sup>28</sup> « [Couple accused of abusing underage Shan labourers](#) », *Bangkok Post*, 14 septembre 2024.

<sup>29</sup> DOUGLAS Jeremy, « [INTERVIEW: Policing one of the world's 'biggest drug trafficking corridors'](#) », *UN News*, 29 juin 2023.

<sup>30</sup> « [Global Organized Crime Index Thailand](#) », *Global Initiative against transnational organized crime*, 2023.

<sup>31</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'auteurice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>32</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'auteurice de la note, 30 janvier 2025 ; NGAMKHAM Wassayos, « [Police seize B100m in assets from drugs gang](#) », *Bangkok Post*, 29 novembre 2023.

L'instabilité régionale favorise la circulation illégale d'armes en Thaïlande. Sur le plan national, le sud du royaume connaît, depuis plus de vingt ans, un mouvement actif d'insurrection séparatiste. En effet, les provinces méridionales de Pattani, Yala et Narathiwat — les plus pauvres du pays, à majorité musulmane, revendiquent leur autonomie depuis 1948, à des degrés de violence variables. Les armes en circulation dans cette région proviennent, pour nombre d'entre elles, de trafics, mais aussi de saisines des groupes rebelles après avoir remporté des combats sur les forces militaires et paramilitaires locales<sup>33</sup>. En addition, le Myanmar voisin de la Thaïlande connaît depuis 1948, date de son indépendance, des conflits opposant l'État aux différents groupes de défense armée issus des multiples ethnies locales. Les affrontements entre la junte myanmaraise aux milices karens se déroulent le long de la bordure thaïlandaise. Tirant avantage d'une longue frontière montagneuse, les troupes karens se déplacent facilement entre le territoire myanmarais et les provinces au nord et l'est de la Thaïlande. Ces derniers jouent à la fois un rôle de pourvoyeur et d'acheteurs d'armes à feu et de munitions<sup>34</sup>. Il est important de noter que les conflits passés ont aussi contribué à la prolifération des armes en Thaïlande. Par exemple, pendant le régime khmer rouge au Cambodge, qui a gouverné de 1975 à 1979 et a continué sous forme d'insurrection armée jusqu'en 1999, une prolifération d'armes a été observée au Cambodge. Nombre d'entre elles ont été illégalement transférées en Thaïlande, et ces trafics transfrontaliers persistent encore aujourd'hui<sup>35</sup>.

Il ne faut pas seulement considérer les acteurs impliqués dans des conflits armés pour expliquer le trafic et la prolifération des armes en Thaïlande. En effet, des civil-e-s, des fonctionnaires<sup>36</sup> et même des membres des forces de l'ordre se sont rendus coupables de ventes d'armes au cours des dernières années<sup>37</sup>. La participation à ce commerce illicite implique des actions allant d'un manque de considération de la part des vendeurs agréés envers la détention d'une licence de port d'armes par la clientèle, à la vente en ligne, facilitant grandement le commerce illégal des armes légères et de petit calibre<sup>38</sup>. Elles peuvent donc être commandées par quiconque accède aux bons liens sur internet, et portées à domicile en moins d'une heure grâce aux applications de livraison populaires en Asie, explique Michael Picard<sup>39</sup>.

---

<sup>33</sup> KURLANTZICK Joshua, « [A new approach to Thailand's insurgency](#) », *Council on Foreign Relations*, Discussion paper, octobre 2016.

<sup>34</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions in South and Southeast Asia » in PÉREZ ESPARZA David, PÉREZ RICART Carlos et WEIGEND VARGAS Eugenio (ed.), *Gun Trafficking and Violence: From The Global Network to The Local Security Challenge*, Springer, 2021, p. 239-271.

<sup>35</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

<sup>36</sup> « [Thai woman arrested over sale of stolen police guns to Karen](#) », *The Nation*, 19 janvier 2025.

<sup>37</sup> SUPAPONG Chaolan, « [Policeman and wife charged with drug dealing](#) », *Bangkok Post*, 13 novembre 2021.

<sup>38</sup> SERHAN Yasmeen, « [Guns Are Everywhere in Thailand. Could the Country's Deadliest Mass Shooting Change That?](#) », *Time Magazine*, 6 octobre 2022.

<sup>39</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'auteur de la note, 30 janvier 2025.

En addition aux ventes illégales, de nombreuses armes non déclarées sont issues de la contrefaçon locale, allant de la copie conforme au révolver artisanal (lesdits *Thai Pradit*)<sup>40</sup>. La disponibilité et le bas coût des armes illicites encouragent leur prolifération. En effet, ces pièces commercialisées sur le marché noir ne coûtent que 50 % du prix total d'un achat réglementaire (incluant l'arme, les taxes et les frais de permis). Par exemple, l'acquisition d'un *Glock 19 Gen5* coûte environ 2 000 USD, et la délivrance de la licence nécessite souvent six mois de procédures administratives. La même arme peut être achetée en ligne, de manière illicite, pour 1 000 USD. Quant aux armes artisanales, elles peuvent être obtenues pour une somme comprise entre 170 et 240 USD<sup>41</sup>. À titre indicatif, le salaire mensuel moyen en Thaïlande s'élève à 860 USD<sup>42</sup>. Ces bas prix, conjugués à une grande désirabilité des armes, engendrent une forte demande sur le marché noir.

Cependant, la disponibilité et le coût ne suffisent pas à expliquer le nombre important d'armes aux mains des civil·e·s en Thaïlande, malgré une régulation stricte à cet objet. Deux autres facteurs structurels compromettent l'application des lois : le manque de centralisation des registres de port d'arme, et la corruption des instances chargées du contrôle. Il s'agira dans la partie suivante de mettre en lumière ces éléments.

## 2.2. Absence de centralisation et corruption

En Thaïlande, le contrôle du port d'armes est assuré par le ministère de l'Intérieur ; plus précisément par le département des Affaires provinciales. La délivrance des permis de port d'armes est assurée par cet organe, à travers une multitude de bureaux régionaux. L'un des problèmes principaux de ce fonctionnement est l'absence de centralisation et la désuétude des registres. La majorité des informations personnelles concernant les propriétaires d'armes à feu et les munitions en leur possession sont conservées sous forme de documents en papier dans des dépôts d'archives provinciaux, sans qu'il existe de base de données centralisée. En date de 2021, le processus de rassemblement au niveau national des informations relatives aux armes en circulation était en cours depuis plus de dix ans. Il devait durer encore plusieurs années, le temps de numériser plusieurs millions de dossiers et les intégrer dans les bases de données du ministère de l'Intérieur<sup>43</sup>. Cette situation complique le contrôle de la circulation des armes : la communication entre les différentes provinces est déficiente, voire inexistante, et les registres sont rarement à jour. Les transferts d'armements ne sont donc pas

---

<sup>40</sup> « [Homemade guns a genuine threat](#) », *Bangkok Post*, 17 juillet 2022.

<sup>41</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktitia et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

<sup>42</sup> « [Average monthly income per household in Thailand in 2023, by region](#) », *Statista*, base de données consultée le 21 février 2025.

<sup>43</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions », *loc. cit.* ; SURIYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand: District Chief and Police Perspectives](#) », *International Journal of Crime, Law and Social Issues*, vol. 5, n° 1, 2018, p. 12-26.

correctement enregistrés d'une province à l'autre, ce qui facilite leur vente illégale et leur prolifération<sup>44</sup>.

### Encadré 1 : Une délivrance trop aisée de la licence de port d'armes ?

L'obtention du permis de port d'armes en Thaïlande est aisée, selon la chercheuse Boonwara Sumano, les personnes le désirant ont accès à 900 bureaux de district pour transmettre leur demande. La durée de la démarche est de trois mois au minimum. Sumano estime que ce délai est court, compte tenu des expertises légales, sociales et psychologiques auxquelles devraient en théorie se soumettre les requérant-e-s<sup>45</sup>. La procédure est d'autant plus brève que la licence est obtenue à vie<sup>46</sup>. De plus, les critères de détention légale d'une arme à feu sont appliqués à la discrétion des autorités, selon Anchistha Suryavorapunt, criminologue à l'université Mahidol. Dépendant beaucoup d'un bureau à l'autre, et du jugement individuel des fonctionnaires, les conditions à remplir pour attester de sa capacité à posséder de manière responsable une arme à feu ne sont pas standardisées<sup>47</sup>. Le travail de contrôle et de restriction à l'accès aux armes que devrait effectuer le département des Affaires provinciales est donc largement déficitaire.

En addition aux déficits dans la collecte et la circulation des données quant au port d'armes, la corruption au sein des forces de l'ordre thaïlandaises et des fonctionnaires chargé-e-s du contrôle des armes facilite le trafic, la prolifération et la détention illégale<sup>48</sup>. Michael Picard expliquait à cet effet qu'il y avait « un scandale par an » impliquant un ou plusieurs membres des forces de l'ordre dans le trafic des armements. La presse thaïlandaise fait régulièrement état d'arrestations de membres de la police pour corruption ou pour participation active au marché noir des armes<sup>49</sup>.

Du côté des fonctionnaires du département des Affaires provinciales, la corruption impacte aussi la bonne application des lois sur le port d'armes. Acceptant des pots-de-vin, des employé-e-s et responsables facilitent l'obtention de permis sans que des conditions essentielles soient remplies (telles qu'un casier judiciaire vierge). En addition, certain-e-s policier-e-s ferment les yeux sur la détention illégale de pièces d'armements moyennant le versement d'un dessous-de-table. D'autres s'adonnent à la location de leur permis : en l'échange d'une somme mensuelle ou annuelle, des civils peuvent

---

<sup>44</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions », *loc. cit.* ; PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025 ; SURIYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand](#) », *loc. cit.*

<sup>45</sup> SUMANO Boonwara, « [Let's talk about gun control](#) », *loc. cit.*

<sup>46</sup> SURIYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand](#) », *loc. cit.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>49</sup> « [18 Royal Thai Police pistols found for sale online](#) », *The Nation*, 14 juin 2021 ; SUPAPONG Chaolan, « [Policeman and wife charged](#) », *loc. cit.* ; BRIGHT Choomanee, « [Ex-police officer caught selling modified BB guns as firearms](#) », *The Thaiger*, 16 janvier 2025.

accéder à une arme de service, détenue en théorie par un membre des forces de police<sup>50</sup>. Par ailleurs, des armes de fonction peuvent être revendues par leurs propriétaires légaux (des policiers ou des militaires) sur le marché noir<sup>51</sup>. Ces pratiques frauduleuses sont rendues aisées par la faiblesse des mécanismes de contrôle interne, ce qui mène à de graves déficiences. Par exemple, la disparition de plus de 100 fusils d'assaut *M16* d'un bataillon de volontaires de l'armée thaïlandaise en 2011 n'avait été signalée qu'en 2015<sup>52</sup>.

Dans le contexte d'un système sclérosé par la corruption, les sanctions pour la possession illicite d'armes sont rarement mises en œuvre, ce qui encourage le trafic. Lorsque les punitions sont infligées, ces dernières sont en général légères, bien que certaines affaires d'envergures poussent la justice à prononcer des peines exemplaires. Par ailleurs, les condamnations sont sélectives : ce sont plus souvent les détenteurs qui sont pénalisés, et non les fonctionnaires qui ont rendu le port d'arme illégal possible<sup>53</sup>.

Un des éléments qui encourage la réception de pots-de-vin est le salaire bas des fonctionnaires chargé·e·s de l'attribution des permis, du contrôle des armes et des agent·e·s de police. Pour obtenir un meilleur niveau de vie, certain·e·s n'hésitent pas à accepter les gratifications frauduleuses, participant ainsi au détournement d'armements légaux. Nuisant à l'application de la loi, la corruption contribue à la circulation irrégulière des armes légères et de petit calibre sur le territoire thaïlandais. Pour pallier cette situation, le renforcement des formations et l'amélioration de l'imputabilité du personnel de sécurité pourraient éviter que ce dernier devienne agent de la prolifération. À cela s'ajoute une hausse des salaires suffisante pour réduire la motivation de certaines personnes à accepter les malversations ou à vendre des armes de service. Enfin, une amélioration des mécanismes de contrôles internes pourrait permettre de rapidement signaler et arrêter la fuite dans les stocks légaux<sup>54</sup>.

Si la mise en œuvre des politiques citées ci-dessus pourrait encourager déjà une application plus diligente des lois, ces dernières gagneraient aussi, selon les spécialistes des questions sécuritaires et sociales thaïlandaises, à être réformées. En effet, certains régimes d'exception ouvrent d'importantes failles dans le contrôle des armes en Thaïlande.

Une exception en particulier, la politique du *gun welfare*, est régulièrement désignée comme brèche à combler dans la lutte contre la prolifération des armes. La section suivante est dédiée à la compréhension de cette politique.

---

<sup>50</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>51</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions », *loc. cit.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>54</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions » *loc. cit.* ; SURIYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand](#) », *loc. cit.*

### 3. Le *gun welfare* : un programme d'acquisition préférentiel aux conséquences déléteres

La politique du *gun welfare* (littéralement *bénéfice des armes*) est un programme permettant aux membres des forces de l'ordre en service et à la retraite d'obtenir aisément une ou plusieurs armes — les *welfare guns*, à travers l'État thaïlandais<sup>55</sup>. À fins de clarification, la notion de « *gun welfare* » désigne la politique d'acquisition, et la terminologie de « *welfare gun* » désigne l'arme obtenue à travers ladite politique.

Grâce à l'acquisition de grands lots à prix réduits par le ministère de l'Intérieur auprès de fabricants tels que *Sig Sauer Inc.* et à une réduction d'impôt complète, les bénéficiaires de la politique du *gun welfare* peuvent obtenir des armes à 60 % de leur valeur marchande<sup>56</sup>. Au fur et à mesure, cette mesure exceptionnelle a été étendue aux fonctionnaires<sup>57</sup> ainsi qu'aux forces militaires et paramilitaires<sup>58</sup>. La date exacte de son instauration est floue, mais, selon le *Bangkok Post*, elle remonterait à 2009<sup>59</sup>. Ce plan gouvernemental d'acquisition ambitionnait de répondre à la désuétude des armes de service de la police thaïlandaise, et à la lourdeur du processus de renouvellement de stocks à disposition des forces de l'ordre<sup>60</sup>. À la différence des armes obtenues par d'autres canaux légaux, le nombre de pièces acquises à travers ce programme n'est pas plafonné<sup>61</sup>. Enfin, les *welfare guns* (ou armes obtenues à travers la politique d'acquisition préférentielle) peuvent être légalement revendues au bout de cinq années. Certains fonctionnaires y voient même un investissement : des armes de bonnes factures accessibles à bas coût peuvent être monnayées à profit après l'échéance du délai légal<sup>62</sup>.

Selon *Bloomberg* et le *Bangkok Post*, l'entrée en vigueur du *gun welfare* a fait exploser les importations d'armes légères et de petit calibre en Thaïlande, aggravant la situation préexistante de prolifération<sup>63</sup>. Les lots négociés par l'État thaïlandais avec les manufactures sont conséquents. Par exemple, en 2015, la police thaïlandaise et *Sig*

---

<sup>55</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>56</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktita et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.*

<sup>57</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>58</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions », *loc. cit.*

<sup>59</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *Bangkok Post*, 18 novembre 2023.

<sup>60</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>61</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

<sup>62</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>63</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

*Sauer Inc.* — la branche étatsunienne de la firme allemande d'origine suisse *Sig Sauer*, signaient un accord commercial de 100 millions USD<sup>64</sup>. La hausse du budget de défense consécutive au coup d'État militaire de 2014 et l'assouplissement du contrôle civil sur les forces armées ont favorisé cette transaction. Du côté des États-Unis, la licence d'exportation, d'abord bloquée par l'administration de Barak Obama, sera finalement validée par celle de son successeur, Donald Trump. Suite à cet accord, 150 000 *Sig P320* entrent sur le territoire thaïlandais au cours de l'année 2017. En 2020, un nouveau contrat validait l'importation de 250 000 nouvelles armes de la même entreprise<sup>65</sup>. Le *Bangkok Post* estime que cette politique « a inondé » la Thaïlande d'armes légères et de petit calibre<sup>66</sup>. Compte tenu des problèmes de trafic et des lacunes dans l'application des lois cités en amont, cette importation massive en Thaïlande risque de favoriser leur détournement à travers la revente illicite<sup>67</sup>. En effet, certain·e·s bénéficiaires écoulent ces armes sur le marché noir<sup>68</sup>. Enfin, il n'est pas à exclure que la revente de *welfare guns* se fasse dans un premier temps dans le cadre des lois — c'est-à-dire après les cinq années réglementaires, auprès d'intermédiaires qui les écoulent en suite de manière clandestine.

Bien qu'il soit difficile d'estimer leur nombre exact, les informations tirées par Michael Picard de son travail de terrain indiquent que 70 % des armes acquises légalement au cours de la dernière décennie sont obtenues à travers le *gun welfare*<sup>69</sup>. Selon le *Bangkok Post*, cela fait du ministère de l'Intérieur thaïlandais le plus grand importateur du pays<sup>70</sup>. Ce régime d'acquisition, initialement conçu comme une mesure d'exception pour les forces de l'ordre et répondant à un déficit bien identifié, a connu une série d'élargissements successifs pour inclure les fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises publiques majeures<sup>71</sup>. Cette méthode minoritaire d'approvisionnement est devenue la norme dominante, et constitue une porte dérobée vers la prolifération, les trafics et la violence<sup>72</sup>.

Le nombre conséquent d'armes importées, conjugué à des mécanismes de surveillance déficients, favorise les trafics. Selon une étude menée en 2018 par l'Université de

---

<sup>64</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

<sup>67</sup> KENNEDY Lindsey et SOUTHERN Nathan Paul, « [In southeast Asia, the authorities are the biggest gun dealers in town](#) », *The Diplomat*, 21 juin 2024.

<sup>68</sup> SERHAN Yasmeen, « [Guns Are Everywhere in Thailand](#) », *loc. cit.*

<sup>69</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>70</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

<sup>71</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025.

<sup>72</sup> PICARD Michael, Entretien conduit par l'autrice de la note, 30 janvier 2025 ; « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.* ; SUMANO Boonwara, « [Thailand's growing gun problem](#) », *East Asia Forum*, 13 décembre 2023.

Mahidol en Thaïlande, les policier-e-s en charge du contrôle des armements soulevaient les défis causés par le suivi administratif insuffisant des *welfare guns*<sup>73</sup>. Que ce soit à travers la vente frauduleuse occasionnelle ou dans des réseaux mafieux transnationaux plus pérennes, ces armes se retrouvent régulièrement dans des trafics<sup>74</sup>. Le *Bangkok Post* rappelait à cet égard que la police royale thaïlandaise avait déjà suspendu plusieurs officiers s'étant rendus coupables de commercialisation clandestine de leur *welfare gun*<sup>75</sup>.

Enfin, de nombreux crimes violents ont été commis avec les armes du *gun welfare*. La tuerie d'octobre 2022 à Nong Bua Lamphu citée en introduction, avait été perpétrée avec le pistolet obtenu par l'auteur du massacre à travers ce programme à destination des policier-e-s. Malgré son renvoi des forces de l'ordre quelques mois avant son crime, Panya Kamrab avait gardé son arme, en attendant sa comparution en justice pour détention de drogue<sup>76</sup>. Selon Michael Picard, les *welfare guns* sont régulièrement impliqués dans la violence intrafamiliale et les féminicides — de nombreux meurtres de femmes et d'enfants par des hommes de leur entourage ont en effet été exécutés avec ces armes<sup>77</sup>. Le journaliste Michael Riley, de son côté, soulève une hausse de 43 % dans les crimes par arme à feu en Thaïlande entre 2016 et 2021, passant de 34 000 à 48 500 cas. Coïncidemment, cette période temporelle correspond au pic des importations effectuées à travers le *gun welfare*. Cependant, il reste difficile de se prononcer sur la proportion que représenteraient les crimes accomplis avec les armes de ce programme d'acquisition gouvernemental. Si la police thaïlandaise prend en compte la détention irrégulière d'une arme de poing ou d'épaule impliquée dans un cas de mort violente, elle n'en retrace pas l'origine<sup>78</sup>. Le *Bangkok Post* rappelle que dans 70 % des cas d'infraction avec armes à feu, leur détention était illégale<sup>79</sup>. Cela comprend tout autant des pièces artisanales ou contrefaites, des armes issues du marché noir, que des *welfare guns* détournées de leur usage premier<sup>80</sup>.

Malgré les appels de la presse thaïlandaise, mais aussi de scientifiques locaux et internationaux, le *gun welfare* n'a pas été révoqué<sup>81</sup>. Les fusillades sans précédent des

---

<sup>73</sup> SURYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand](#) », *loc. cit.*

<sup>74</sup> CHAN Pimfha, « [Thailand's gun violence casts doubts on outdated laws](#) », *fairplanet.org*, 24 août 2022.

<sup>75</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

<sup>76</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>77</sup> SUMANO Boonwara, « [Thailand's growing gun problem](#) », *loc. cit.*

<sup>78</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>79</sup> « [Welfare guns need axing](#) », *loc. cit.*

<sup>80</sup> RILEY Michael, KOCIENIEWSKI David, FAN David et CANNON Christopher, « [How the US Drives Gun Exports](#) », *loc. cit.*

<sup>81</sup> CAVE Damien, SUHARTONO Muktitia et IVES Mike, « [Why Strict but Inconsistent Gun Laws](#) », *loc. cit.* ; ZSOMBOR Peter, « [One Year After Nursery Massacre](#) », *loc. cit.*



dernières années ont été déplorées et condamnées par les élites politiques, lesquelles ont annoncé l'adoption de règlements plus stricts sur le port d'armes. Boonwara Sumano note cependant que, si des modifications ont été validées, ces dernières tendent à assouplir les conditions, plus qu'à les restreindre<sup>82</sup>. En addition à cela, la focale des élites dirigeantes thaïlandaises a été portée sur le caractère exceptionnel de ces événements et sur les troubles personnels des auteurs : addictions, problèmes familiaux, isolement social, ou encore enjeux de santé mentale. Réagissant au drame de Nong Bua Lamphu, l'ancien premier ministre, Prayut Chan-o-Cha, avait pointé du doigt la consommation de drogue du suspect et appelé à la mise en place de mesures répressives contre l'usage et le trafic des stupéfiants<sup>83</sup>. En revanche, le caractère systémique de la prolifération d'armements en Thaïlande a été éludé, tout comme l'aisance avec laquelle ces dernières peuvent être obtenues via le programme d'acquisition gouvernemental<sup>84</sup>.

Néanmoins, certaines initiatives ont été amorcées au niveau des institutions. Par exemple, la police thaïlandaise a gelé l'accès à ses employés au *gun welfare* en octobre 2022, invoquant le besoin d'adopter une meilleure politique de prévention des trafics. La décision n'a officiellement pas été motivée par le massacre de Nong Bua Lamphu, mais par la découverte d'un réseau de détournement d'armes de service au sein des forces de l'ordre<sup>85</sup>. L'exécution de ces mesures est cruciale pour limiter la prolifération dans le pays. Cependant, les centaines, voire les milliers de « *welfare guns* » revendus (de manière licite ou non) continueront de faciliter les violences interpersonnelles, les trafics divers et les abus.

## Conclusion

À travers une revue des différentes causes de prolifération et d'accès illicite aux armes Thaïlande, il apparaît que le problème est systémique et multifactoriel. Loin d'être le seul fait de réseaux de trafic, comme l'ont affirmé certains représentants politiques, la circulation irrégulière d'armes légères et de petit calibre est le résultat de facteurs sociaux, (géo)politiques et économiques. L'application déficitaire de la loi sur le port des armes, engendrée par la désuétude des registres et la corruption, nourrit une dynamique de trafic transnational. En addition, la désirabilité des armes légères et de petit calibre parmi la population civile encourage les trafics internes. Enfin, des règles

---

<sup>82</sup> SUMANO Boonwara, « [Thailand's growing gun problem](#) », *loc. cit.*

<sup>83</sup> RATCLIFFE Rebecca, « [In wake of nursery killings, Thailand faces reckoning over drugs, guns and mental health](#) », *The Guardian*, 16 octobre 2022.

<sup>84</sup> BHANDARI Subel Rai, PHAICHAROEN Nontarat et BOONREAK Kunnawut, « [Thai nursery massacre puts focus on guns, mental health of security personnel](#) », *Benar News*, 7 octobre 2022.

<sup>85</sup> NGAMKHAM Wassarios, « [Police gun welfare scheme frozen](#) », *Bangkok Post*, 28 octobre 2022.

d'exceptionnalité, telles que le *gun welfare* ont favorisé l'acquisition à prix et à conditions avantageuses, et aggravé un problème préexistant<sup>86</sup>.

Comme les causes de la prolifération, les conséquences sont systémiques et multiples. La hausse des violences interpersonnelles, intrafamiliales et liées au genre, l'intensification des trafics, la régionalisation de la contrebande sont, parmi d'autres retombées néfastes, des problèmes directement liés à l'afflux peu régulé d'armes dans le pays, qu'il soit légal ou illégal.

Jusqu'ici, le gouvernement thaïlandais ne s'est pas montré proactif quant à l'adoption de mesures pour pallier ce problème. La forte présence des militaires dans les arènes politiques assure la prédominance de visions proarmes, et empêche la prise de mesures plus ambitieuses, telles que la consolidation des mécanismes de contrôles civils. Il faut cependant rappeler que plusieurs campagnes d'amnisties ont été organisées, dans le but d'amener les détentrices et détenteurs illégaux à déposer leurs armes dans des commissariats sans être inquiétés par la justice<sup>87</sup>. Ces mesures, lorsqu'elles sont bien mises en œuvre, et suivies d'un programme de démantèlement, contribuent directement à diminuer le nombre d'armes illégales aux mains des civils. Plus récemment, le 13 février 2025, le bureau du Premier ministre et le ministère de l'Intérieur thaïlandais ont annoncé la suspension de nouvelles licences de port d'armes pendant une année. Cette décision, prise par un gouvernement civil au pouvoir depuis mai 2023, a pour but de « réduire la criminalité et maintenir la stabilité sociale du pays »<sup>88</sup>. Il est difficile de prédire l'impact que ce moratoire aura sur la circulation des armes. Ce décret, s'il est mis en œuvre conjointement avec des mesures de contrôle et de prévention efficaces, pourra en effet réduire la logique de prolifération des armes à feu en Thaïlande. En revanche, il pourrait aussi pousser les candidat·e·s au port d'arme à contourner les règles en faveur d'une acquisition illégale, renforçant ainsi les réseaux de trafic.

Selon les différents spécialistes de la question, une approche globale et planifiée à long terme doit être mise en place, tenant compte des dimensions économiques, sociales et juridiques<sup>89</sup>. Cette démarche ne pourra être efficace sans une lutte contre la corruption et les abus institutionnels qui, en rendant toute tentative de contrôle des armes caduque, favorisent leur vente et leur possession illicite. De plus, ces changements devront se faire dans un contexte culturel et sociopolitique où le port d'armes par les civils est largement accepté. L'un des principaux défis consistera donc à transformer les

---

<sup>86</sup> La Thaïlande connaissait déjà un problème de prolifération d'armes illégales avant l'adoption de cette politique en 2009.

<sup>87</sup> « [Cabinet approves gun amnesty](#) », *Bangkok Post*, 16 mars 2023 ; « [Anutin endorses bill granting amnesty to owners for surrendering illegal firearms](#) », *The Nation*, 26 février 2024.

<sup>88</sup> « [Thailand suspends issuance of gun carrying permits](#) », *Bangkok Post*, 13 février 2025.

<sup>89</sup> PICARD Michael, « Small arms proliferation challenges and solutions », *loc. cit.* ; SUMANO Boonwara, « [Thailand's growing gun problem](#) », *loc. cit.* ; SURIYAVORAPUNT Anchistha, « [The Development of Appropriate Gun Control Measures for Thailand](#) », *loc. cit.*

---

perceptions de la population. Enfin, bien que le moratoire sur la délivrance des permis limite les risques associés aux futurs trafics et détournements, la circulation peu régulée des 10 millions d'armes actuellement présentes dans le pays continue de nourrir la violence et la criminalité. Prévenir cette situation demeure une priorité.

\*\*\*



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

## 5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne..

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur [www.grip.org](http://www.grip.org).

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

**GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Avenue des arts, 7-8  
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode  
Tél. : +32 (0) 473 982 820  
Site Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)